



ARRETE

**portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement
(chambre funéraire)
« Pompes Funèbres SARL SCG GUERIN »
situé 37,39, rue du mail – 45320 COURTENAY**

Le Préfet du Loiret,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2223-23,

Vu le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire,

Vu la demande présentée le 22 mai 2015, par les « Pompes Funèbres SARL SCG GUERIN » dont le siège social est situé 37,39, rue du mail – 45320 COURTENAY en vue de solliciter l'habilitation dans le domaine funéraire pour son établissement secondaire (chambre funéraire) ayant pour dénomination « Pompes Funèbres SARL SCG GUERIN » sis Zone Industrielle – Plaine du Luteau – 45320 COURTENAY,

Vu l'extrait du registre du commerce et des sociétés,

Vu le rapport de conformité de la chambre funéraire en date du 12 mai 2015, sise à l'adresse susvisée,

Considérant que cette entreprise remplit les conditions, pour obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

ARRETE

Article 1er : L'établissement ayant pour dénomination « Pompes Funèbres SARL SCG GUERIN » sis 37,39, rue du mail – 45320 COURTENAY, dont la responsable est Madame GUERIN Chantal, est habilité pour exercer l'activité suivante :

- ♦ La gestion et l'utilisation de la chambre funéraire située Zone Industrielle – Plaine du Luteau – 45320 COURTENAY.

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est 15-45-011.

Article 3 : La présente habilitation **est accordée pour une durée de 6 (six) ans soit jusqu'au 26 mai 2021.**

Article 4 : Les régies et les entreprises ou associations habilitées doivent faire mention dans leur publicité et leurs imprimés de leur forme juridique, de l'habilitation dont elles sont titulaires et, le cas échéant, du montant de leur capital.

Article 5 : Tout changement dans les informations contenues dans la demande d'habilitation devra être déclaré dans un délai de deux mois.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le 28 mai 2015

**Pour le Préfet, et par délégation,
Le directeur,**

Signé : Sylvie GONZALEZ

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet du Loiret
service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales
181, rue de Bourgogne 45 042 ORLEANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au (x) ministre (s) concerné (s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant : le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45 057 ORLEANS CEDEX
1.